

	<u>Connectivité</u> Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire : BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé : 15 000 000 EUR Montant total de la contribution de l'UE: 15 000 000 EUR <sup>1</sup> Tout en faisant partie de l'IEE #2 « <i>Build back better pour la bonne gouvernance et l'Etat de droit au Burundi</i> », à ce stade il n'est pas prévu de cofinancement de la part des Etats membres (EM). Cependant l'action pourra être le catalyseur pour des nouvelles interventions des EM dans le secteur, dans le cadre de l'IEE#2.			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	Modalité du projet <b>Gestion directe</b> par : - <b>Marchés publics</b> <b>Gestion indirecte</b> avec une organisation d'un Etat Membre et le ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays Bas.			

## 1.2. Résumé de l'Action

Le Burundi a été fragilisé par la crise politique, sécuritaire et socio-économique de 2015. Il est actuellement en train de sortir d'une longue période d'isolement international, marquée par des conflits récurrents, des vives tensions et des violations des droits humains. Le système judiciaire et la politique pénale font partie du mécanisme de contrôle et de vigilance mis en place par le pouvoir après les événements de 2015.

Le secteur de la justice est caractérisé par des faiblesses institutionnelles et des dysfonctionnements liés notamment à la faiblesse des systèmes de redevabilité, la lenteur des procédures, la formation insuffisante des magistrats et auxiliaires de justice, une législation lacunaire, des détentions provisoires prolongées, manque de documentation juridique et judiciaire et la déficience du système pénitentiaire. Les trop nombreux cas d'impunité, et le sentiment général d'insécurité juridique alimentent une méfiance générale envers le système judiciaire.

Dans ce contexte, l'action cherchera de moderniser le secteur de la justice et contribuera au renforcement d'une justice garante de la dignité des personnes et des droits humains, indépendante, impartiale, sensible au genre, numérisée et qui répond aux attentes des citoyens burundais. Il s'agira en particulier d'améliorer (i) les connaissances et l'accès au droit pour toute la population burundaise, (ii) le système d'archivage physique et électronique des dossiers et de la

<sup>1</sup> Tout en faisant partie de l'IEE#2, à ce stade il n'est pas prévu de cofinancement de la part des Etats membres (EM). Cependant l'action pourra être le catalyseur pour des nouvelles interventions des EM dans le secteur, dans le cadre de l'IEE#2.